

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 64

4 septembre 1974

SOMMAIRE

Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant exécution de l'article III de la loi du 20 mars 1974 portant modification	
1° de la loi modifiée du 21 mai 1951 ayant pour objet la création d'une caisse de pension des artisans;	
2° de la loi modifiée du 22 janvier 1960 ayant pour objet la création d'une caisse de pension des commerçants et industriels	1416
Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant déclaration d'obligation générale du deuxième avenant au contrat collectif pour le métier de plafonneur conclu le 23 avril 1974 entre la fédération des patrons-plafonneurs et façadiers d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part	1418
Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant déclaration d'obligation générale d'un avenant à la convention collective pour le métier de façadier conclu le 26 mars 1974 entre la fédération des patrons-plafonneurs et façadiers d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part	1421
Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant déclaration d'obligation générale d'un avenant à la convention collective pour les métiers de ferblantier, installateur sanitaire, installateur de chauffage et calorifugeur conclu le 2 mai 1974 entre les fédérations réunies des patrons ferblantiers, installateurs sanitaires et installateurs de chauffage d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part	1422
Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant déclaration d'obligation générale du deuxième avenant au contrat collectif pour le métier de couvreur conclu le 2 mai 1974 entre la fédération des maîtres-couvreurs du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part	1424
Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant création d'un collège d'enseignement moyen à Echternach	1426
Règlement ministériel du 21 août 1974 dispensant certaines catégories de coassurés des conditions de résidence et de ménage prévues en matière d'assurance maladie des salariés	1427
Règlement ministériel du 28 août 1974 fixant pour l'année 1974 la date d'instruction d'asperger les vignobles	1427
Règlement ministériel du 28 août 1974 concernant l'organisation des examens-concours et examens de la carrière inférieure de l'expéditionnaire-informaticien et de la carrière moyenne de l'informaticien diplômé ainsi que la fixation des matières d'examen	1428
Avenant entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française au Traité des limites, signé entre les Pays-Bas et la France, le 28 mars 1820, passé à Paris, le 11 mai 1973 — Entrée en vigueur	1430
Convention européenne sur la protection des animaux en transport international, faite à Paris, le 13 décembre 1968 — Adhésion de l'Espagne	1430
Convention internationale des télécommunications, signée à Montreux, le 12 novembre 1965, approuvée par la loi du 14 mars 1968 — Approbation des Règlements administratifs télégraphique et téléphonique (revision de Genève, 1973)	1430

Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant exécution de l'article III de la loi du 20 mars 1974 portant modification

- 1° de la loi modifiée du 21 mai 1951 ayant pour objet la création d'une caisse de pension des artisans;**
- 2° de la loi modifiée du 22 janvier 1960 ayant pour objet la création d'une caisse de pension des commerçants et industriels.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article III de la loi du 20 mars 1974 portant modification

1° de la loi modifiée du 21 mai 1951 ayant pour objet la création d'une caisse de pension des artisans;

2° de la loi modifiée du 22 janvier 1960 ayant pour objet la création d'une caisse de pension des commerçants et industriels;

Vu les avis de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Classes Moyennes et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les personnes exerçant une activité prévue à la lettre *a*) de l'article 4*bis* de la loi depuis au moins 10 ans et qui sont âgées de plus de 55 ans pourront acheter le nombre de mois manquants pour parfaire le stage d'assurance de 120 mois.

Art. 2. Le comité-directeur de la caisse décidera de l'admission de la demande d'achat et en fixera le prix d'après le tableau annexé. Le prix devra être réglé dans le mois qui suit la lettre d'accord sauf délai de paiement à attribuer par le comité-directeur. Le délai ne pourra dépasser 3 ans.

Aucun délai de paiement ne pourra être accordé aux personnes âgées de plus de 65 ans.

Art. 3. L'âge servant à la fixation du montant à verser sera celui de l'anniversaire le plus proche de la date de la fixation.

Art. 4. Les versements sont adaptés au nombre indice du coût de la vie applicable le jour où ils sont opérés.

Art. 5. En cas de délai de paiement, les paiements échelonnés devant atteindre au minimum le tiers du prix total seront majorés d'intérêts simples à 4% l'an.

Art. 6. (1) La somme affectée à l'achat rétroactif de périodes d'assurance au profit d'une personne occupée par un exploitant industriel, commercial ou artisanal dans son exploitation est ou peut être traitée, lors de la détermination du revenu imposable de la personne en cause, de la façon ci-après:

a) lorsque la somme est versée au profit de l'épouse de l'exploitant cette somme peut, par dérogation aux articles 109 et 110, n° 4 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, être compensée, avant la détermination du revenu imposable des époux, avec les revenus nets par application de l'article 7, al. 2 de la loi précitée. La partie de la somme qui ne peut pas être compensée, faute de revenus nets suffisants, est à considérer comme perte reportable par application de l'article 114 de la loi précitée, même à défaut de la tenue d'une comptabilité régulière;

b) lorsque la somme est versée par l'exploitant au profit d'une femme mariée autre que son épouse et que cette somme constitue un revenu dans le chef de la femme mariée, la somme est exonérée d'impôt et non déductible comme dépense spéciale;

c) lorsque la somme est versée au profit d'une femme mariée autre que l'épouse de l'exploitant soit par la femme elle-même, soit par son époux, soit par l'exploitant dans des conditions telles qu'elle ne constitue pas un revenu dans le chef de la femme mariée, cette somme peut être traitée, lors de

l'imposition de la femme mariée, par application des dispositions prévues sub a) ci-dessus. Le cas échéant, une imposition par voie d'assiette aura lieu à la seule fin de la prise en considération de la somme prévisée.

(2) Au regard de l'article 115, n° 14, litt. b de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, l'exonération, la compensation ou la déduction en vertu des dispositions qui précèdent sont à considérer comme tenant lieu de déduction à titre de dépense spéciale.

Art. 7. Notre Ministre des Classes Moyennes et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Cabasson, le 11 août 1974

Jean

Le Ministre des Classes Moyennes,

Marcel Mart

Le Ministre des Finances,

Raymond Vouel

Tableau des primes uniques de l'achat de n années de stage en classes I, II et III (indice 100).

âge au moment de l'achat	nombre n d'années	prime unique en		
		classe I	classe II	classe III
56	1	3.815	5.246	6.677
57	2	8.196	11.270	14.343
58	3	13.220	18.178	23.136
59	4	18.967	26.029	33.191
60	5	25.555	35.138	44.722
61	6	33.053	45.448	57.843
62	7	41.594	57.192	72.790
63	8	51.180	70.372	89.564
64	9	61.862	85.061	108.259
65	10	73.390	100.911	128.433
66	10	71.094	97.754	124.414
67	10	68.698	94.459	120.221
68	10	66.255	91.101	115.947
69	10	63.752	87.659	111.565
70	10	61.240	84.205	107.171
71	10	58.714	80.731	102.749
72	10	56.202	77.278	98.354
73	10	53.637	73.751	93.865
74	10	51.057	70.203	89.349
75	10	48.430	66.591	84.753

Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant déclaration d'obligation générale du deuxième avenant au contrat collectif pour le métier de plafonneur conclu le 23 avril 1974 entre la fédération des patrons-plafonneurs et façadiers d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 22 de l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un office national de conciliation tel qu'il a été modifié par l'article 12 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail;

Sur la proposition des groupes de la commission paritaire de conciliation et sur avis conforme des représentations professionnelles légales intéressées;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le deuxième avenant à la convention collective pour le métier de plafonneur conclu le 23 avril 1974 entre la fédération des patrons-plafonneurs et façadiers d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part, est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble de la profession pour laquelle il a été établi.

Art. 2. Notre Ministre du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec l'avenant précité.

Cabasson, le 11 août 1974
Jean

*Pour le Ministre du Travail
et de la Sécurité sociale,
Le Ministre des Finances,
Raymond Vouel*

ANHANG N° 2 zum KOLLEKTIVVERTRAG für das GIPSERGEWERBE (abgeschlossen am 1.6.1971, erstmalig verlängert vom 1.6.73-31.5.1974) gültig ab 1.6.1974.

Zwischen der « Fédération des Patrons Plafonneurs et Façadiers du Grand-Duché de Luxembourg », Section PLAFONNEURS, einerseits

sowie der

« Gewerkschaftlichen Vertragskommission — LAV & LCGB » andererseits, wurde mit Wirkung ab 1. Juni 1974 folgendes vereinbart:

1) Erhöhung der effektiven Löhne

Die am 31. Mai 1974 gezahnten effektiven Löhne sämtlicher Qualifikationsstufen werden ab dem 1. Juni 1974 um 8% pro Stunde erhöht. (Index 209,55).

2) Akkordpreise für Gesellen (Index 209,55)

Die in der Anlage beigefügten Akkordlöhne für Gipsergesellen (mit Handlanger) stellen gegenüber den am 31. Mai 1974 gültigen Akkordlöhnen, ebenfalls ab 1. Juni 1974 eine 8%ige Erhöhung dar. Sie bilden einen integralen Bestandteil des Kollektivvertrags.

3) Erhöhung der tariflichen Mindestlöhne (Index 209,55)

Die tariflichen Mindestlöhne werden ab dem 1. Juni 1974 um 10% erhöht. Auf der Basis der 44-Stundenwoche betragen diese pro Stunde:

1.	Handlanger bei der Einstellung	73,15 Fr/Stunde
2.	Angelernter Arbeiter im 1. Jahr	86,50
3.	id. im 2. Jahr	91,20
4.	Geselle im 1. Jahr	95,50
5.	id. 2. Jahr	96,90
6.	id. 3. Jahr	98,15
7.	id. 4. Jahr	99,55
8.	id. 5. Jahr	101,55
9.	id. 6. Jahr	104,20
10.	id. 7. Jahr	106,80

4) Vertragsdauer und Kündigung

Der bestehende Kollektivvertrag für das GIPSERGEWERBE gilt auf der Basis der vorliegenden Vereinbarung ab 1. Juni 1974 verlängert bis einschl. den 31. Mai 1975.

Verhandlungen zwecks Erneuerung und Abänderung des Vertrags sind unter Beobachtung einer Kündigungsfrist von 3 Monaten (3) zum vorgenannten Erfallsdatum zu beantragen. Im übrigen gelten die Bestimmungen des Art. 23 dieses Kollektivvertrages.

Luxemburg, den 23. April 1974.

Für die

FEDERATION DES PATRONS PLAFON-
NEURS ET FACADIERS DU G.-D. DE
LUXEMBOURG

Section « Plafonneurs »

Joseph HAAGEN, Präsident

Für die

GEWERKSCHAFTLICHE VERTRAGSKOMMISSION

J. CASTEGNARO, LAV
Fr. SCHWEITZER, LCGB

FEDERATION DES PATRONS PLAFONNEURS ET FAÇADIERS
DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

Akkordlöhne für Gipsergesellen anwendbar ab 1. Juni 1974 (Index 209,55) (mit Handlanger)

— 1a	Bauen von Leichtsteinwänden, 10 cm stark	pro m ²	93,05
1b	Bauen von Leichtsteinwänden, 12 cm stark	pro m ²	110,55
2	Zuschlag für Bauen von Bogen	pro ml	116,30
3a	Bauen von Wänden aus Fertiggipselementen, 6 resp. 8 cm stark	pro m ²	98,85
3b	Bauen von Wänden aus Fertiggipselementen, 10 cm stark	pro m ²	122,10
4	Posieren von Stahitürzargen als Zuschlag	pro St.	127,90
— 5a	Gipsverputz auf Eisenbetondecken, einschl. Zementanspritz	pro m ²	52,30
5b	Gipsverputz auf Eisenbetondecken, ausgeführt in Maschinenputz	pro m ²	45,00
6	Falsche Decken		
a)	Unterziehen mit Kantholz	pro m ²	59,00
b)	Befestigen von Konterlatten (genagelt)	pro m ²	5,85
c)	Befestigen von Konterlatten (geschossen)	pro m ²	17,45
d)	Befestigen von Leichtbauplatten	pro m ²	31,35
e)	Befestigen von Streckmetall	pro m ²	31,35
f)	Gipsverputz	pro m ²	74,40
7	Herstellen von falschen Decken mit Eisenkonstruktion	pro m ²	238,40

8	Zuschlag für Dachneigung 45°	pro m ²	17,45
9	Zuschlag für Herstellen von falschen Unterzügen	pro m ²	25%
10	Zuschlag auf Deckenputz, wenn keine Mauern verputzt werden	pro m ²	18,55
11	Zuschlag auf Deckenputz für Ueberhöhen, ab 3,50 ml	pro m ²	8,15
12	Herstellen von falschen Decken aus Gipsplatten	pro m ²	87,15
13	Posieren von Holzabschlussleisten	pro ml	11,60
14	Vergipsen von Wendel- oder gradläufigen Treppenrücken, einschl. Zementanspritz	pro m ²	81,45
—15	Hohlkehlen bis 15 cm Radius oder Winkelecken	pro ml	17,45
16	Vorstehende Kanten	pro ml	17,45
17	Hohlkehle (bis 15 cm Radius) mit einer Kante an Mauer	pro ml	46,50
18a	Eckgesimse bis 10cm Abwicklung (für jede Verkröpfung der Gesimse wird 1cm Zuschlag vergütet)	pro ml	81,45
18b	Zuschlag für jeden cm Mehrabwicklung	pro cm/ml	4,65
—19a	Gipsverputz der Mauern und Wände (bis 2,50 m ² vollgemessen)	pro m ²	37,20
19b	id. in Maschinenputz	pro m ²	45,00
20	Zuschlag auf Gipsverputz der Mauern und Wände, wenn keine Decken ausgeführt werden	pro m ²	6,95
21	Zuschlag auf Gipsverputz der Mauern und Wände, für Ueberhöhen ab 3,50 ml	pro m ²	8,15
22	Grundieren, resp. Ausrichten von unebenen Mauern	pro m ²	18,55
23	Zementanspritz	pro m ²	10,45
24	Befestigen von Leichtbauplatten an Mauern und Fensternischen	pro m ²	31,35
—25	Vergipsen von Bogen bis 1ml	pro ml	108,10
26a	Herstellen von Rolladenschürzen (einfach oder vorgezogen)	pro ml	63,95
26b	Herstellen von Rolladenschürzen mit Rideaukasten	pro ml	104,65
27a	Vergipsen von Fenstertabletten mit Hohlkehle	pro ml	23,20
27b	Vergipsen von Fenstertabletten mit Hohlkehle, bis 50cm Nischenhöhe.....	pro ml	46,50
28	Posieren von Eckleisten	pro ml	22,10
29	Posieren von Gurtaufwicklerkasten	pro St.	19,75
30	Posieren von Entlüftungen	pro St.	29,05
31	Posieren von Kaminbüchsen	pro St.	11,60
32	Befestigen von Drahtgeflecht, bis 25cm Breite	pro ml	19,75
33	Befestigen von Streckmetall	pro m ²	31,35
34	Nachträgliches Beiputzen von Fensterleibungen	pro ml	55,85

Festlegung der Definition « mit » resp. « ohne » Handlanger

1. « mit Handlanger » begreift das Mithandanlegen beim Abladen des Materials (Gips, Kalk, Zement, Bretter usw.)
Gerüstholz auf Stockwerk befördern helfen, mithandanlegen beim Abnehmen des Gerüsts.
2. « ohne Handlanger » begreift: Aufladen des Gerüstholzes, Auf- und Abladen des Materials, sowie Abladen an der Baustelle und Beförderung auf die Stockwerke; das Einrichten der Baustelle. Nach Fertigstellung der Arbeit: das Abnehmen des Gerüstholzes usw., das Reinigen der Baustelle und die Beförderung des Schuttes vor die Baustelle.
Bei Arbeiten « ohne Handlanger » wird ein Zuschlag bezahlt der zwischen dem Gesellen und dem Arbeitgeber vereinbart wird.
3. Beiputzarbeiten werden im Stundenlohn ausgeführt.

Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant déclaration d'obligation générale d'un avenant à la convention collective pour le métier de façadier conclu le 26 mars 1974 entre la fédération des patrons-plafonneurs et façadiers d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 22 de l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un office national de conciliation tel qu'il a été modifié par l'article 12 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail;

Sur la proposition des groupes de la commission paritaire de conciliation et sur avis conforme des représentations professionnelles légales intéressées;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'avenant à la convention collective pour le métier de façadier conclu le 26 mars 1974 entre la fédération des patrons-plafonneurs et façadiers d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble de la profession pour laquelle il a été établi.

Art. 2. Notre Ministre du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec l'avenant précité.

Cabasson, le 11 août 1974

Jean

*Pour le Ministre du Travail
et de la Sécurité sociale,*

Le Ministre des Finances

Raymond Vouel

NACHTRAG I zum Kollektivvertrag für das FASSADENMACHERGEWERBE

Zwischen der « FEDERATION DES PATRONS PLAFONNEURS & FACADIERS — Sect. « Façadiers » einerseits und der « GEWERKSCHAFTLICHEN VERTRAGSKOMMISSION — LAV & LCGB » andererseits, wird mit Wirkung vom 1. März 1974 folgender Nachtrag zum Kollektivvertrag des Fassadenmachersgewerbes, gemäss Vereinbarung vom 2.4.74, abgeschlossen:

1°) Erhöhung der effektiven Löhne

Sämtliche bezahnten Stundenlöhne werden mit Wirkung vom 1. März 1974 (Index 209,55) einheitlich um 10 Franken pro Stunde erhöht.

2°) Erhöhung der tariflichen Mindestlöhne.

Die kollektivvertraglich garantierten Mindestlöhne werden ihrerseits zum vorgenannten Datum erhöht und zwar um 10%. Dieselben betragen demzufolge beim Indexstand von 209,55 Pkt. und auf der Basis von 44 Stunden pro Woche (Frk/St):

1. Handlanger,	bei Einstellung	71,40 —
2. id.	nach 1 Monat Bewährung:	75,95 —
3. Angelernte Arbeiter,	nach Einstellung:	79,55 —
4. id.	nach 1 Monat Bewährung:	85,75 —
5. Angelernte Arbeiter	im 2. Jahr:	86,00 —
6. id.	im 3. Jahr:	87,35 —

7. Facharbeiter,	im 1. Jahr:	88,65 —
8. id.	im 2. Jahr:	91,25 —
9. id.	im 3. Jahr:	95,15 —
10. id.	im 4. Jahr:	99,05 —
11. Vollwertiger Berufsarbeiter (CAP + 10 Jahre):		104,30 —

3°) Vertragsdauer und Kündigung

Der bestehende Kollektivvertrag für das Fassadenmachergewerbe gilt, auf der Basis des vorliegenden Abkommens, rückwirkend ab 1. März 1974 als verlängert und zwar bis einschliesslich den 31. Dezember 1975.

Verhandlungen zur Erneuerung und Verbesserung desselben sind unter Beobachtung einer Kündigungsfrist von drei (3) Monaten zum vorgenannten Erfalldatum zu beantragen. Im übrigen gelten die diesbezüglichen Bestimmungen des Artikels 23 des Kollektivvertrages.

Luxemburg, den 26. März 1974

für die

FEDERATION DES PATRONS PLAFON-
NEURS & FACADIERS
Jos HAAGEN, Präsident

für die

GEWERKSCHAFTLICHE VERTRAGSKOMMISSION
J. CASTEGNARO, LAV
Fr. SCHWEITZER, LCGB

Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant déclaration d'obligation générale d'un avenant à la convention collective pour les métiers de ferblantier, installateur sanitaire, installateur de chauffage et calorifugeur conclu le 2 mai 1974 entre les fédérations réunies des patrons ferblantiers, installateurs sanitaires et installateurs de chauffage d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 22 de l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un office national de conciliation tel qu'il a été modifié par l'article 12 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail;

Sur la proposition des groupes de la commission paritaire de conciliation et sur avis conforme des représentations professionnelles légales intéressées;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. L'avenant à la convention collective pour les métiers de ferblantier, installateur sanitaire, installateur de chauffage et calorifugeur conclu le 2 mai 1974 entre les fédérations réunies des patrons ferblantiers, installateurs sanitaires et installateurs de chauffage d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble des professions pour lesquelles il a été établi.

Art. 2. Notre Ministre du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec l'avenant précité.

Cabasson, le 11 août 1974
Jean

*Pour le Ministre du Travail
et de la Sécurité sociale,
Le Ministre des Finances,
Raymond Vouel*

NACHTRAG I zum Kollektivvertrag für das Klempner-, Sanitär- und Heizungsinstallateur- sowie Isoliergewerbe.

Zwischen den « FEDERATIONS REUNIES DES PATRONS FERBLANTIERS, INSTALLATEURS SANITAIRES ET INSTALLATEURS DE CHAUFFAGE DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG » einerseits und der GEWERKSCHAFTLICHEN VERTRAGSKOMMISSION bestehend aus dem LAV und dem LCGB andererseits

wird mit Wirkung ab 1. Mai 1974 bei einem Indexstand von 209,55 Punkten folgender Nachtrag abgeschlossen:

1. Erhöhung der effektiven Löhne

Sämtliche bezahlten Stundenlöhne werden mit Wirkung vom 1. Mai 1974 (Index 209,55) einheitlich um 10% erhöht.

Sollten in dem Zeitraum vom 1.1.1974 bis 30.4.1974 Stundenlohnerhöhungen vorgenommen worden sein, so sind dieselben als Vorschusszahlung zu betrachten auf die zum 1. Mai 1974 fällig werdende Lohnerhöhung von 10%, unabhängig jedoch von den Stundenlohnerhöhungen, bedingt durch die Indexanpassungen. Betriebe, welche keine Lohnerhöhung vorgenommen hatten, müssen die volle Lohnanpassung von 10% ab 1.5.1974 bezahlen.

2. Erhöhung der tariflichen Mindestlöhne

Die kollektivvertraglich garantierten Mindestlöhne werden ebenfalls mit Wirkung vom 1. Mai 1974 (Index 209,55) einheitlich um 10% erhöht. Auf der Basis der 44 Stundenwoche betragen dieselben demzufolge:

Ungelernte Arbeiter

im 1. Jahr	58,90 Fr/Stunde
im 2. Jahr	71,75
im 3. Jahr	75,55
im 4. Jahr	79,35

Angelernter Arbeiter

mit wenigstens 4 Jahren Praxis

im 5. Jahr	84,55
im 6. Jahr	87,10

Gesellen (mit CAP)

im 1. Jahr nach der Lehre	75,55
im 2. Jahr nach der Lehre	79,35

Berufsarbeiter

im 3. Gesellenjahr	89,65
im 4. Gesellenjahr	94,75
im 5. Gesellenjahr	101,20
im 6. Gesellenjahr	106,30
Vollwertiger Berufsarbeiter	108,85

3. Zuschläge für Mehrarbeit

Art. 11, Abs. 2, wird wie folgt abgeändert:

« Für diesbezügliche Arbeiten sind nachfolgende Zuschläge auf die Stundenlöhne zu gewähren :	
Ueberstunden, sowie Samstagsarbeit (Arbeit an freien Samstagen)	25%
Sonn- und Feiertagsarbeit	100%
Nachtarbeit (von 20.00-06.00 Uhr)	50%
Planmässige Nachtarbeit (Schicht)	25%

4. Arbeitsbedingungen

Art. 13, Abs. 6, wird wie folgt abgeändert:

« Für vom Arbeitgeber angeordnete und vom Arbeitnehmer mit eigenem PKW ausgeführte Fahrten, ist für jeden Tag, an dem solche Fahrten erfolgen, dem Arbeitnehmer eine Entschädigung von 4,50 Fr pro Wegkilometer zu gewähren. Zudem erhält derselbe, wenn er selbst für den Transport von umfangreichem Arbeitsmaterial Sorge trägt, eine monatliche Entschädigung von 200,— Franken.

5. Jahresurlaub

Art. 16, Abs. 2, ist wie folgt zu ergänzen:

« Ab dem 1. Januar 1975 wird ein Kollektivurlaub von 12 Arbeitstagen in den Betrieben durchgeführt, beginnend am 1. Montag im August ».

6. Vertragsdauer und Kündigung

Der bestehende Kollektivvertrag gilt, auf der Basis des vorliegenden Abkommens ab dem 1. Mai 1974 als verlängert bis einschl. den 31.12.75.

Verhandlungen zur Erneuerung desselben sind unter Beobachtung einer Kündigungsfrist von drei (3) Monaten zum vorgenannten Erfallsdatum zu beantragen. Im übrigen gelten die diesbezüglichen Bestimmungen des Artikels 21 des Kollektivvertrages.

Luxemburg, den 2. Mai 1974.

für die
 FEDERATIONS REUNIES DES PATRONS
 FERBLANTIERS, INSTALLATEURS SANI-
 TAIRES ET INSTALLATEURS DE CHAUF-
 FAGE DU GR.-D. DE LUXEMBOURG
 Ferd. WEYLER, Zentralpräsident

für die
 GEWERKSCHAFTLICHE VERTRAGSKOMMISSION

J. CASTEGNARO, LAV
 F. SCHWEITZER, LCGB

Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant déclaration d'obligation générale du deuxième avenant au contrat collectif pour le métier de couvreur conclu le 2 mai 1974 entre la fédération des maîtres-couvreurs du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et la commission syndicale des contrats d'autre part.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 22 de l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un office national de conciliation tel qu'il a été modifié par l'article 12 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail;

Sur la proposition des groupes de la commission paritaire de conciliation et sur avis conforme des représentations professionnelles légales intéressées;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de la Sécurité sociale et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le deuxième avenant au contrat collectif pour le métier de couvreur conclu le 2 mai 1974 entre la fédération des maîtres-couvreurs du Grand-Duché de Luxembourg d'une part et la commission

syndicale des contrats d'autre part est déclaré d'obligation générale pour l'ensemble de la profession pour laquelle il a été établi.

Art. 2. Notre Ministre du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec l'avenant précité.

Cabasson, le 11 août 1974
Jean

Pour le Ministre du Travail
et de la Sécurité sociale,
Le Ministre des Finances,
Raymond Vouel

NACHTRAG II zum Kollektivvertrag für das Dachdeckergewerbe, gültig ab 1. Mai 1974

Zwischen der FEDERATION DES MAITRES COUVREURS DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG, einerseits und der GEWERKSCHAFTLICHEN VERTRAGSKOMMISSION (LCGB und LAV) andererseits wird folgender 2. Nachtrag mit Wirkung vom 1. Mai 1974 abgeschlossen, demzufolge alle Bestimmungen des Kollektivvertrages vom 1.3.1971 resp. des Nachtrages vom 1.5.1972 unverändert bestehen bleiben, mit Ausnahme der nachfolgenden Abränderungen:

1. Erhöhung der effektiven Löhne

Sämtliche bezahnten Stundenlöhne werden mit Wirkung von 1. Mai 1974 (Index 209,55) einheitlich um 12,— Fr/Stunde erhöht.

Sollten in dem Zeitraum vom 1.1.1974 bis 30.4.1974 Stundenloohnerhöhungen vorgenommen worden sein, so sind dieselben als Vorschusszahlung zu betrachten auf die zum 1. Mai 1974 fällig werdende Lohnerhöhung von 12,00 Franken, unabhängig jedoch von der Stundenloohnerhöhungen bedingt durch Indexanpassungen.

Betriebe, welche keine Lohnerhöhung vorgenommen hatten, müssen die volle Lohnanpassung von 12,— Fr ab 1.5.1974 bezahlen.

2. Erhöhung der tariflichen Mindestlöhne

Die kollektivvertraglich garantierten Mindestlöhne werden auf den Indexstand von 209,55 ebenfalls um 12,— Fr erhöht, so zwar, dass ab 1. Mai 74 bei einem Indexstand von 209,55 nachstehende Tariflöhne auf der Basis der 44 Stundenwoche zu zahlen sind :

a) Fachhilfsarbeiter

(Hilfsarbeiter mit 4 Jahren Berufspraxis)

im 1. Jahr 83,— Fr/Stunde

im 2. Jahr 88,85

b) Dachdeckergesellen (Arbeiter mit CAP)

im 1. Jahr nach der Lehre 85,40

im 2. Jahr nach der Lehre 91,15

c) Berufsarbeiter

(Arbeiter mit CAP nach 2 Gesellenjahren)

im 3. und 4. Jahr 94,65

im 5. und 6. Jahr 96,95

Arbeiter ohne Berufslehre, jedoch mit wenigstens 6 Jahren Berufspraxis, d.h. Fachhilfsarbeiter im 3. Jahr

im 7. und 8. Jahr	100,50
im 9. und 10. Jahr	102,80
ab dem 10. Jahr	108,60
d) <i>Vollwertiger Berufsarbeiter</i>	115,65

3. Jahresurlaub

Art. 17, Abs. 5) des Vertrags wird entsprechend der von 48 auf 44 Stunden verkürzten Arbeitswoche wie folgt richtiggestellt:

- a) 6,78% für Arbeiter von 19-29 Jahren;
- b) 8,07% für Arbeiter von 30-37 Jahren;
- c) 9,24% für Arbeiter bis 18, sowie ab 38 Jahren.

4. Vertragsdauer und Kündigung

Der bestehende Kollektivvertrag gilt auf der Basis des vorliegenden Abkommens ab dem 1. Mai 1974 als verlängert bis einschl. den 31.12.1975.

Verhandlungen zur Erneuerung desselben sind unter Beobachtung einer Kündigungsfrist von drei (3) Monaten zum vorgenannten Erfallsdatum zu beantragen. Im übrigen gelten die diesbezüglichen Bestimmungen des Artikels 23 des Kollektivvertrages.

Luxemburg, den 2. Mai 1974.

für die
 FEDERATION DES MAITRES COUVREURS
 DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
 Camille LEYERS, Präsident

für die
 GEWERKSCHAFTLICHE VERTRAGSKOMMISSION

 J. CASTEGNARO, LAV
 Fr. SCHWEITZER, LCGB

Règlement grand-ducal du 11 août 1974 portant création d'un collège d'enseignement moyen à Echternach.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 16 août 1965 portant création de l'enseignement moyen;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Education Nationale et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Il est créé à Echternach un collège d'enseignement moyen.

Art. 2. Le directeur du lycée classique d'Echternach est chargé de la direction du collège d'enseignement moyen.

Art. 3. Notre Ministre de l'Education Nationale et Notre Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent règlement, qui sera publié au Mémorial.

Cabasson, le 11 août 1974
Jean

Le Ministre de l'Education Nationale,
Robert Krieps
Le Ministre des Finances,
Raymond Vouel

Règlement ministériel du 21 août 1974 dispensant certaines catégories de coassurés des conditions de résidence et de ménage prévues en matière d'assurance maladie des salariés.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,

Vu l'article 2, alinéa 5 du code des assurances sociales;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont dispensés de la condition de résidence dans le Grand-Duché pour l'octroi des prestations de l'assurance maladie, les enfants qui s'adonnent à des études primaires, moyennes, secondaires, universitaires ou professionnelles, pendant la durée de leur séjour afférent à l'étranger.

Art. 2. Sont dispensés, pour l'octroi des prestations de maladie, soit de la condition de ménage commun, soit des conditions de résidence au Grand-Duché et de ménage commun, les enfants confiés à une institution publique ou privée de placement respectivement sur le territoire national et à l'étranger. La dispense a lieu pareillement en cas de placement chez un particulier.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au Mémorial et aura effet au 1^{er} août 1974.

Luxembourg, le 21 août 1974

*Pour le Ministre du Travail
et de la Sécurité sociale,
Le Secrétaire d'Etat,
Maurice Thoss*

Règlement ministériel du 28 août 1974 fixant pour l'année 1974 la date d'interdiction d'asperger les vignobles.

Le Ministre de l'agriculture et de la viticulture,

Vu le règlement grand-ducal du 14 juillet 1971 relatif à l'exécution du règlement CEE n° 817/70 établissant des dispositions particulières relatives aux vins de qualité produits dans des régions déterminées (v.q.p.r.d.) et notamment son article 3;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'aspersion des vignobles plantés de cépages aptes à donner des vins de qualité produits dans des régions déterminées est interdite à partir du 10 septembre 1974.

Art. 2. Le présent règlement sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 28 août 1974

*Pour le Ministre de l'agriculture et de la viticulture,
Le Secrétaire d'Etat,
Albert Berchem*

Règlement ministériel du 28 août 1974 concernant l'organisation des examens-concours et examens de la carrière inférieure de l'expéditionnaire-informaticien et de la carrière moyenne de l'informaticien diplômé ainsi que la fixation des matières d'examen.

*Le Ministre des Finances,
Le Ministre de l'Éducation Nationale,*

Vu l'art. 1^{er} de la loi modifiée du 8 mai 1872 sur les droits et devoirs des fonctionnaires de l'État;
Vu l'art. 12, paragraphe II, de la loi du 29 mars 1974, créant un centre informatique de l'État;

Vu le règlement grand-ducal du 29 avril 1974 fixant les conditions d'admission, de nomination et de promotion des fonctionnaires de la carrière inférieure de l'expéditionnaire-informaticien et de la carrière moyenne de l'informaticien diplômé;

Après délibération du Gouvernement en Conseil;

Sur la proposition du directeur du centre informatique de l'État;

Arrêtent:

Art. 1^{er}. (1) Les examens-concours pour l'admission au stage d'expéditionnaire-informaticien et d'informaticien diplômé, les examens d'admission définitive et de promotion sont organisés par le Ministre ayant dans ses attributions le centre informatique de l'État.

(2) Les tests d'aptitude, les examens d'opérateur, de programmeur d'application et de programmeur de système peuvent être organisés soit par le Ministre ayant dans ses attributions le centre informatique de l'État ou le Ministre de l'Éducation Nationale, soit par des établissements d'enseignement privés.

Art. 2. Si les examens d'opérateur, de programmeur d'application et de programmeur de système sont organisés par le Gouvernement, les critères de réussite fixés à l'article 7 alinéa (1) du règlement grand-ducal du 29 avril 1974 s'appliquent.

Art. 3. (1) Les épreuves écrites et orales des examens organisés par le Ministre ayant dans ses attributions le centre informatique de l'État auront lieu devant une commission de trois membres au moins nommés par ce même ministre. L'arrêté de nomination désigne le président de la commission. Nul ne peut être membre d'une commission d'examen auquel participe un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement.

(2) La commission d'examen classe les candidats dans l'ordre de leurs résultats aux épreuves. Elle décide de l'ajournement ou de l'élimination des candidats suivant les dispositions de l'article 7, alinéa (1) du règlement grand-ducal sus-visé. Les décisions de la commission sont sans recours.

(3) La commission dresse un procès-verbal de ses opérations et des résultats d'examen. Une copie du procès-verbal est transmise au Ministre compétent.

Art. 4. Les propositions de reconnaissance des diplômes et examens dont il est question à l'alinéa (2) de l'article 7 du règlement grand-ducal sus-visé sont faites par le Ministre ayant dans ses attributions le centre informatique de l'État sur la base des critères établis pour les examens correspondants organisés par le Gouvernement et sur avis obligatoire d'une commission consultative composée d'au moins cinq membres à choisir parmi les fonctionnaires des administrations et services publics qui utilisent d'une manière prépondérante les installations informatiques.

Art. 5. Les examens dont il est question à l'article 12, paragraphe II de la loi du 29 mars 1974 créant le centre informatique portent respectivement sur les branches et matières suivantes:

(1) Pour la carrière de l'expéditionnaire-informaticien:

a) Concours d'admission au stage:

— langue française: rédaction	60 points
— langue allemande: rédaction	60 points
— arithmétique	60 points
— tests d'aptitude	120 points

b) Examen d'admission définitive:	
— langue française: rédaction	60 points
— droits et devoirs des fonctionnaires de l'Etat	30 points
— pratique professionnelle (opérations en salle machine)	120 points
c) Examen de promotion:	
— langue française: rapport administratif	60 points
— éléments de droits public et administratif	30 points
— programmation (ordinogrammes, connaissances élémentaires d'un langage de programmation de haut niveau)	60 points
— pratique professionnelle (connaissance d'un système d'exploitation, emploi des programmes utilitaires, gestion de la machine)	120 points
d) Examen d'opérateur:	
— éléments constitutifs d'un ordinateur	60 points
— fondements de la programmation	60 points
— notions d'un système d'exploitation	120 points
(2) Pour la carrière de l'informaticien diplômé:	
a) Concours d'admission au stage:	
— langue française: rédaction	60 points
— principes élémentaires de droit luxembourgeois	30 points
— mathématiques	60 points
— test d'aptitude	120 points
b) Examen d'admission définitive:	
— langue française: rapport administratif	60 points
— droits et devoirs des fonctionnaires de l'Etat	30 points
— pratique professionnelle (écriture de programmes en un langage de haut niveau)	120 points
c) Examen de promotion:	
— langue française: rapport administratif	60 points
— comptabilité de l'Etat	30 points
— droit public et administratif	30 points
— pratique professionnelle (notions des méthodes d'analyse, connaissance approfondie d'un langage de haut niveau, emploi des programmes utilitaires et d'autres programmes-produits utilisés)	120 points
d) Examen de programmeur d'application:	
— connaissance d'un langage de programmation de haut niveau	140 points
— notions d'un système d'exploitation	60 points
e) Examen de programmeur de système:	
— connaissance d'un second langage de programmation proche du langage machine	80 points
— connaissances approfondies d'un système d'exploitation	120 points

Le *Ministre des Finances*,
Raymond Vouel

Le *Ministre de l'Education Nationale*,
Robert Krieps

Avenant entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française au Traité des limites, signé entre les Pays-Bas et la France, le 28 mars 1820, passé à Paris, le 11 mai 1973. — Entrée en vigueur.

Conformément à son paragraphe II, l'Avenant désigné ci-dessus, approuvé par la loi du 4 avril 1974 (Mémorial 1974, A, pp. 482 et 483) est entré en vigueur le 1^{er} août 1974.

Convention européenne sur la protection des animaux en transport international, faite à Paris, le 13 décembre 1968. — Adhésion de l'Espagne.

(Mémorial 1971, A, p. 2244 et ss.
Mémorial 1972, A, p. 918
Mémorial 1973, A, pp. 1373, 1776
Mémorial 1974, A, pp. 126, 1170.)

Il résulte d'une notification du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qu'en date du 2 août 1974 l'Espagne a adhéré à la Convention désignée ci-dessus.

La Convention, qui entrera en vigueur à l'égard de l'Espagne le 3 février 1975, est déjà ratifiée par l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, la République Fédérale d'Allemagne, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

Convention internationale des télécommunications, signée à Montreux, le 12 novembre 1965, approuvée par la loi du 14 mars 1968. — Approbation des Règlements administratifs télégraphique et téléphonique (revision de Genève, 1973).

Le Grand-Duché de Luxembourg, en conformité des dispositions de l'article 152 (1) de la convention internationale des télécommunications de Montreux (1965) approuve les règlements administratifs télégraphique et téléphonique de Genève 1973, qui entreront en vigueur le 1^{er} septembre 1974.
